

<https://www.pressegauche.org/Vol-de-donnees-d-employes-au-ministere-de-la-Justice-Le-SPGQ-aurait-du-etre>



Vol de données d'employés au ministère de la Justice - Le SPGQ aurait dû être informé plus rapidement



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 15 sept. 2020 - Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) déplore que le ministère de la Justice ne l'ait pas informé que les données de certains de ses membres pourraient être compromises dès qu'il a découvert cette situation.

En plus des données de citoyens, les pirates auraient dérobé les informations personnelles d'environ 300 employés actifs et inactifs (retraités ou travaillant maintenant ailleurs). « Nous aurions dû être informés et impliqués dès le départ de cet incident, indique Line Lamarre, présidente du SPGQ. Nous allons nous assurer que tous nos membres soient bien protégés. »

Le ministère de la Justice offre à tous les employés actifs et inactifs potentiellement visés une protection étendue contre la fraude et le vol d'identité de la compagnie Équifax. « Le SPGQ se réjouit que cette protection soit offerte à ses membres, note Mme Lamarre. Après avoir discuté avec la sous-ministre, nous sommes confiants que la situation sera gérée correctement. Nous demandons néanmoins à l'employeur de nous informer des moyens qu'il entend prendre pour gérer la suite des choses. »

Mme Lamarre signale au passage que plusieurs de ses membres travaillent actuellement pour rassurer les citoyens touchés par le vol de données et éviter qu'une situation semblable ne se reproduise. « Le personnel professionnel travaille jour après jour à la réalisation de la mission de l'État et leur travail doit être reconnu », souligne-t-elle.